

Document du Congrès : l'Europe pour un avenir plus sûr

ADOPTÉ LORS DU CONGRÈS DU PPE À MALTE
29 ET 30 MARS 2017



1. Notre Union du succès et de l'espoir

Ces dernières années, l'Europe a connu une série de crises. Et bien que le projet européen ait déjà connu des revers et la stagnation par le passé, la situation actuelle semble particulièrement grave. Nous sommes sur le point de connaître un moment décisif : prendre la voie d'une Europe plus fragmentée ou décider d'inverser la tendance, de réinventer l'Europe pour la faire entrer dans le 21^e siècle et obtenir des résultats qui répondent aux préoccupations de nos citoyens. Le PPE est déterminé à choisir la seconde option.

Par ailleurs, gardons à l'esprit que prendre ce chemin est un défi : celui de redécouvrir notre véritable identité. Dans l'ensemble, l'intégration européenne est un succès. En cette période de crises multiples, il est important d'en être conscients. L'Union européenne a garanti la paix, la démocratie et la prospérité à ses citoyens et à ses États membres depuis presque 70 ans. Cela demeure la plus grande victoire politique dans l'histoire pour les peuples de notre continent. L'Union européenne et les Européens eux-mêmes ont tourné la page d'une histoire tragique en se libérant des dictatures fascistes et communistes. Nous avons créé une nouvelle image de l'Europe dans le monde, à des kilomètres de l'impérialisme et du colonialisme. Nous aspirons à devenir un acteur régional et mondial, en nous appuyant sur nos valeurs judéo-chrétiennes et humanistes et notre héritage gréco-romain, ainsi que sur les valeurs des Lumières. Nous avons amélioré le marché unique et permis la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux entre les États membres. Nous avons créé une union monétaire et l'avons défendue face aux défis d'une crise économique et financière mondiale. Dans la plupart des États membres, nous avons retrouvé la croissance économique et la consolidation fiscale. Par ailleurs, nous sommes parvenus à attirer de nombreux autres États membres.

Nous devons être fiers de ces résultats et les mentionner plus souvent. Cependant, nous ne pouvons pas les prendre pour argent comptant et nous devons tirer les enseignements de nos erreurs. L'Union connaît actuellement une période difficile, tout comme nos États membres et leurs démocraties respectives. Toutes les idées qui composent la démocratie libérale et assurent la cohésion sociale sont remises en question dans un nouveau monde où les incertitudes sont nombreuses et diverses.

De nouveaux défis

Les Européens doivent relever de nouveaux défis. Certains sont extérieurs : les attentats terroristes, le changement climatique, la migration non contrôlée, les guerres au Moyen-Orient, une Russie agressive qui viole la liberté et la paix, ainsi que les nouveaux horizons et défis économiques et sociaux liés à la mondialisation. D'autres défis sont internes à l'Union : une démographie en évolution, l'extrémisme politique, le populisme de droite et de gauche, un chômage élevé et des inégalités croissantes. L'UE doit se concentrer sur des politiques qui présentent une véritable valeur ajoutée européenne, que les États membres ne peuvent apporter seuls. Les défis ne sont pas uniquement économiques, bien que le chômage et l'incertitude économique demeurent, dans certains États membres, à un niveau inacceptable. Ces défis concernent la sécurité, le changement climatique, la répartition équitable de la richesse, le fonctionnement de la démocratie à

tous les niveaux de pouvoir, l'État de droit et une société libre et responsable dotée de médias indépendants.

Nos sociétés, démocraties et économies ouvertes au sein de l'Union européenne sont menacées par ceux qui ont la nostalgie d'un nationalisme nuisible pour notre prospérité et nos valeurs.

Les Européens sont inquiets pour leurs emplois, leurs revenus, leurs retraites, leur identité, leur vie commune et leur sécurité personnelle. Cette préoccupation est exploitée par des extrémistes de gauche et de droite. Cependant, le PPE veut transformer cette peur en espoir. Le potentiel d'évolution positive demeure important au sein de nos sociétés mais le temps presse. À court terme, les Européens veulent voir des résultats dans les domaines qui les concernent le plus. Cependant, les dirigeants politiques devront également conserver une vision d'avenir à long terme.

En pleine mondialisation, la souveraineté démocratique a été affaiblie. Ce n'est que si les nations s'allient qu'une souveraineté véritable et efficace peut être restaurée. L'Europe ne peut agir efficacement et de manière indépendante qu'en tant que communauté.

Penser à l'avenir

Par le passé, trop peu d'attention a été accordée à la construction de fondations solides et à un soutien public renforcé aux grands projets qui ont transformé notre continent, par exemple une monnaie unique, la libre circulation des personnes et l'unification de notre continent. Nous devons analyser les problèmes et adapter nos priorités en fonction, si nécessaire, afin qu'elles soient plus durables et plus facilement acceptées. Nous devons trouver des solutions face aux conséquences de l'évolution démographique déjà en cours et face aux révolutions numériques et énergétiques qui ont lieu devant nos yeux ; face à la concurrence mondiale qui aura un impact grandissant ; face à la lutte pour la survie de notre planète ; et face aux nouveaux dangers de guerre et d'instabilité, dans notre voisinage et ailleurs. L'Union européenne a un rôle important à jouer au niveau régional et mondial. Nous ne devons pas nous détourner de nos responsabilités en ces temps difficiles. Nous devons au contraire placer la barre haut et voir les choses en grand !

Ces dix prochaines années, nous aurons besoin d'ambition, de vision, de courage et d'une coopération bien plus étroite, ainsi que d'une cohésion à tous les niveaux de pouvoir. L'Union européenne n'est pas l'unique solution, mais elle est essentielle. Une Europe plus fragmentée sera une Europe moins sûre. La division sera notre perte et l'union, la clé de notre succès. Cet effort collectif doit rassurer nos concitoyens et les protéger. L'Union ne doit pas échouer car le coût de l'absence d'Europe sera énorme, pas seulement pour l'économie. Nous ne pouvons nous limiter à créer un « espace » pour la libre circulation ; nous devons également créer un « endroit », un « chez nous », qui nous protège. Le PPE doit trouver un nouvel équilibre entre ouverture et protection. Il doit montrer une identité qui peut être ouverte au monde au niveau national et européen, précisément car cette identité est bien ancrée et vaut pour elle-même. Cette tension entre ouverture et protection ne se limite pas à la sphère de l'Union européenne. Elle existe dans chaque pays, aux États-Unis et ailleurs. Il faut trouver un équilibre.

Les États-nations sont les maîtres des traités. La nation incarne l'identité historique et culturelle. L'Union européenne et les nations qui la composent ne sont pas en contradiction. Au contraire, elles se renforcent et se complètent mutuellement.

Nous voulons également que notre population connaisse mieux le fonctionnement de nos institutions et leurs avantages et que la conscience d'une citoyenneté européenne commune grandisse.

Durant les dix années à venir, nous devons agir au sein du cadre institutionnel existant de l'Union, qui a connu une réforme et un renforcement profonds en 2009. Nous devons réfléchir longtemps et de manière approfondie sur les changements futurs requis afin de rendre notre Union plus transparente, plus efficace et plus démocratique.

Un nouvel esprit

Nous devons revitaliser l'esprit de modération et de coopération, ainsi que celui de solidarité, en l'alliant avec la responsabilité, qui a toujours caractérisé les actions politiques du PPE. Nos valeurs sont principalement ancrées dans l'idée chrétienne démocrate de personnalisme, au sein d'une démocratie libérale avec des poids et des contrepoids, l'État de droit, la non-discrimination, l'égalité et la dignité pour tous, les libertés fondamentales, la séparation de l'Église et de l'État et l'économie sociale de marché. Ces principes doivent avant tout être garantis au sein de nos propres structures. La cohésion politique et sociale doit être axée sur ces idées et être le fondement de notre civilisation. Nous devons rassembler les grands acteurs de la société civile afin de renforcer la cohésion sociale. Nous devons promouvoir les ressources des communautés et des familles qui améliorent la société et en font un environnement plus modéré pour l'échange d'idées. Nous devons encourager le dialogue entre les religions et les convictions. Bien plus, les différentes cultures peuvent et doivent cohabiter au sein du même cadre de valeurs global.

Les organisations politiques et leurs membres ont une responsabilité majeure à tenir dans la manière d'envisager l'idée européenne et sur la question du vivre ensemble au sein d'une société. Nous devons tout mettre en œuvre pour lutter contre la peur, l'agressivité, la polarisation et l'extrémisme, et pour laisser libre cours à la créativité, à la générosité, à la vitalité et à la justice sociale. En bref, nous devons semer l'espoir. Nous devons y contribuer à travers des résultats concrets et nos messages européens et autres, ainsi qu'en tenant un discours positif sur l'Europe. Nous n'hésiterons pas à défendre notre identité européenne commune. Nous devons mobiliser tous les moyens disponibles pour expliquer à nos citoyens, en particulier à la jeune génération, la valeur ajoutée de la citoyenneté européenne et de l'appartenance à l'Union européenne. La prochaine décennie sera décisive.

2. Une Union prospère, durable et équitable

Notre système socio-économique d'entrepreneuriat a besoin de la croissance pour créer des emplois, en particulier pour les jeunes, et pour jeter les bases financières de nos systèmes de sécurité sociale. Mais cela ne suffit pas. La croissance requise doit être plus

durable, plus équitable et plus en ligne avec la mondialisation. La stagnation à long terme menace et doit être évitée.

L'économie de la zone euro a débuté sa relance il y a deux ans et les autres membres de l'Union ont obtenu de meilleurs résultats. Ici également, ce n'est pas suffisant. Nous avons besoin d'une stratégie pour l'ensemble de l'Union, qui sera souvent mise en œuvre au niveau national. L'Union européenne représente davantage que la somme de ses parties, les États membres.

L'investissement privé et public doit être encouragé. L'investissement à travers l'Union est insuffisant, tout comme le potentiel de croissance durable qui en découle. Nous devons renforcer les capacités des autorités nationales et locales et stimuler l'investissement à long terme. Pour attirer l'investissement privé, il faut recréer un environnement favorable à l'esprit d'entreprise, en particulier pour les PME de l'ensemble des secteurs économiques, un système bancaire solide, des capitaux-risques abondants et une demande interne adaptée. Si les forces du marché sont insuffisantes, l'Union, avec d'autres acteurs, doit apporter son aide. Un investissement public peut être nécessaire afin d'ouvrir la voie à l'investissement privé et à la création d'emplois.

Le nouveau budget de l'Union européenne pour l'après 2020 devra être réorienté vers les politiques financières présentant une véritable valeur ajoutée européenne. La proposition de cadre financier pluriannuel (CFP) post-2020 peut être qualifiée de réflexion budgétaire sur les priorités de l'Union. Il s'agit là d'une occasion d'évaluer et de repenser les priorités politiques. La politique de cohésion doit protéger les emplois existants et en créer de nouveaux en investissant dans l'économie réelle. Le plan Juncker pour les investissements stratégiques (le Fonds européen pour les investissements stratégiques ou FEIS) est un pas décisif dans cette direction. Il doit devenir un instrument financier permanent pour notre Union, en synergie avec d'autres fonds de l'Union européenne. Sa capacité d'investissement doit être renforcée. Le FEIS constitue un excellent exemple de la manière dont l'investissement public peut et doit encourager l'investissement privé. La politique de cohésion post-2020 doit demeurer une politique d'investissement de l'Union européenne couvrant l'ensemble des États membres et des régions de l'Union. La part de la politique de cohésion dans le budget total de l'Union européenne doit être maintenue. La politique budgétaire nationale doit accorder la priorité à l'investissement public dans les infrastructures traditionnelles et dans des secteurs d'avenir, tels que la recherche et le développement (R&D), ainsi que l'éducation et la défense. L'Europe est souvent à la traîne derrière le reste du monde. Cette tendance doit être inversée. Nous devons être plus ambitieux. Le programme Horizon 2020 est un excellent exemple de la façon dont nous pouvons avancer, et son budget doit être garanti et augmenté. Il est essentiel d'apporter une assistance technique renforcée sur place afin de combler le fossé d'investissement entre les États membres. L'instrument des PME est parmi les plus féconds d'Horizon 2020. La communication doit donc être plus ciblée et efficace au niveau national afin d'encourager une meilleure utilisation de cet instrument.

Le monde est sur le point d'entrer dans l'ère numérique, qui suivra l'ère industrielle des siècles écoulés. L'essor et la prospérité de l'Europe durant la période à venir dépendront des politiques que nous adoptons. Nous observons déjà que les chaînes de valeur numériques mondiales commencent à transformer nos industries, que l'esprit d'entreprise et

l'innovation remodelent les paysages économiques et que l'éducation, les compétences et le talent deviennent les clés du succès. Cependant, nous devons être conscients que tout le monde ne bénéficiera pas de la numérisation. Nous devons nous y préparer et préparer nos sociétés. Nous devons rassurer nos citoyens sur le fait que personne ne sera laissé de côté. L'Europe a atteint son apogée à l'ère industrielle et nous sommes déterminés à également assurer son essor à l'ère numérique. Nous devons adopter des politiques tournées vers l'avenir afin de préserver un monde numérique ouvert. Dans d'autres régimes, le contrôle et la domination de l'État doivent être garantis. Nos sociétés ont en revanche toujours été construites principalement sur la liberté, la démocratie, l'État de droit, l'ouverture et l'innovation.

En atteignant nos objectifs climatiques, nous soutiendrons la croissance économique et protégerons notre sécurité alimentaire. Les nouveaux objectifs climatiques de 2030 peuvent être atteints, ce qui fera de nous un leader mondial des énergies renouvelables et des économies d'énergie.

L'Union européenne est confrontée à une évolution démographique sans précédent (une population vieillissante, des taux de naissances bas, des structures familiales en évolution et la migration). Face à ces défis, il est important, au sein de l'Union européenne et au niveau national, de revoir et d'adapter les politiques existantes. Nous reconnaissons que des familles fortes sont une condition préalable à un développement démographique positif et nous encourageons des valeurs et des politiques en faveur de la famille. Nous avons besoin d'une réponse plus créative et coordonnée de l'UE et de ses États membres et nous appelons à adopter une stratégie européenne sur le changement démographique et à mettre en place des environnements mieux adaptés à la famille et aux enfants. Cette stratégie doit viser à intégrer les défis économiques, sociaux et scientifiques et à renforcer le potentiel de la population en âge de travailler. Elle doit également encourager un vieillissement actif et sain et créer de nouvelles voies de solidarité intergénérationnelle. De plus, il convient de tenir compte des disparités majeures entre les États membres et en leur sein, tant en termes d'espérance de vie qu'au niveau des conditions de vie et de travail.

Notre Union doit continuer à s'intégrer au marché mondial. Nous devons demeurer un continent ouvert et compétitif. Les avantages pour les citoyens, les consommateurs et l'économie en général surpassent les effets négatifs. Ceux qui, à cause de l'évolution des technologies ou des modèles commerciaux, perdent leurs moyens de subsistance, doivent bénéficier d'un soutien total leur permettant d'acquérir de nouvelles compétences et de retourner sur le marché du travail. Des accords commerciaux libres doivent être compatibles avec notre modèle social européen et avec les normes environnementales et de protection des consommateurs. Le dumping commercial et les monopoles doivent être systématiquement combattus sans hésitation. Nous devons donc nous assurer de disposer de politiques qui peuvent intervenir avec force et rapidité en cas d'abus du libre-échange. Les accords de libre-échange nous rendent plus compétitifs et efficaces en nous spécialisant mieux, et devraient créer de nouveaux emplois et être sources de prospérité aux quatre coins de l'Europe.

La création du marché unique en Europe a apporté la prospérité à tous les citoyens. Pourtant, il reste du pain sur la planche. Nous devons à présent dépasser l'étape de la libre-circulation pour collaborer afin de créer une union de l'énergie et une union numérique

pour déployer le potentiel de croissance caché. Nous sommes en train de créer un marché unique sans frontières pour l'énergie, ce qui diminuerait notre dépendance de pays tiers tels que la Russie. Dans le domaine du numérique, nous devons stopper et inverser la fragmentation existante qui empêche l'économie européenne de devenir plus compétitive. Le principe universel devrait consister à créer un véritable marché unique de l'Union européenne, y compris pour les services.

Les résultats de la prospérité doivent être partagés de manière équitable. La concurrence équitable sur les marchés de produits et des services doit être maintenue ou restaurée. Il ne devrait pas y avoir d'obstacles cachés dans les législations nationales pour les concurrents d'autres États membres. La lutte contre la fraude et l'évasion fiscales au niveau national, européen et international est heureusement devenue une priorité mais ces efforts doivent être soutenus. Les multinationales doivent payer des impôts lorsque et où elles font leurs bénéfices. Cela concerne particulièrement la valeur créée en ligne et via le commerce électronique. Nous devons poursuivre nos efforts afin de produire des réglementations adaptées. Il faut donc renforcer l'harmonisation fiscale européenne.

Afin de promouvoir la justice fiscale, il ne peut y avoir de discrimination entre les revenus du travail et des actifs. Dans certains États membres, la chute des salaires réels dans un climat de croissance économique soulève un véritable problème pour la justice sociale et pour le soutien sociétal à notre économie de marché social. Elle entrave également la croissance économique. C'est l'une des racines du populisme politique. Le chômage est bien entendu la principale cause d'inégalité. Le plein emploi demeure un objectif majeur. Il est tout à fait possible d'y parvenir tout en évitant de créer un marché du travail à deux vitesses : nous ne voulons pas un emploi à plein temps stable pour certains et des emplois très flexibles mais mal rémunérés pour d'autres travailleurs souvent jeunes. La flexibilité grandissante des marchés du travail dans certains secteurs est cependant une réponse inévitable aux demandes des consommateurs. Nous devons donc rendre nos systèmes de sécurité sociale plus flexibles et capables de faire face à de nouvelles préoccupations : au final, ils doivent toujours encourager les gens à chercher un emploi. L'Union européenne doit encourager et soutenir la mobilité transfrontalière des jeunes. Ici également, l'Union européenne dans son ensemble, et les États membres individuellement, doivent collaborer, chaque partenaire jouant son propre rôle tout en coopérant dans un effort collectif et convergent.

Si la croissance est insuffisante ou ne génère pas suffisamment d'emplois, une politique spéciale axée sur la formation et le soutien complémentaire doit être mise en œuvre afin que les jeunes trouvent du travail. L'éducation et les compétences demeurent les meilleures garanties d'emploi. Il est inacceptable de voir des pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs d'avenir tels que le marché numérique. L'immigration économique sera inévitable dans de nombreux pays mais elle doit être légale et organisée. La mobilité de la main-d'œuvre contribue à lutter contre le chômage et la non-correspondance des compétences et des emplois. La libre-circulation des personnes est essentielle à la prospérité économique de l'Europe.

Au niveau des entreprises et des administrations, soit à tous les niveaux, l'accent doit être mis sur le facteur humain afin que les salariés soient plus heureux dans leur emploi et puissent améliorer l'équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie privée. Des

progrès majeurs peuvent être accomplis en confiant à chacun un rôle plus participatif et responsable à différents niveaux de l'organisation. Le malaise social actuel se manifeste également sur le lieu de travail. Il contribue à creuser les maux de la société et entrave souvent le renforcement de la productivité à long terme.

Tous ces éléments doivent permettre de redéfinir de manière plus complète et inclusive le concept de croissance économique et le modèle social européen. Nous devons devenir à la fois plus compétitifs, plus durables et plus humains. Nous devons également comprendre que nos systèmes doivent sans cesse évoluer, la technologie remettant plus que jamais en question les modèles rigides et statiques.

Cette politique ne peut être mise en œuvre que dans un environnement de stabilité monétaire et budgétaire. La zone euro a déjà été renforcée par des réformes précédentes, mais l'Union économique et monétaire doit être encore améliorée et approfondie afin de devenir une véritable union bancaire, économique et budgétaire. Les finances publiques doivent être structurellement équilibrées durant les années à venir, comme le requiert le pacte de stabilité et de croissance, afin de récupérer la marge nécessaire pour lutter contre les chocs futurs. Des équilibres macro-économiques sont également nécessaires. Nous avons besoin à la fois de stabilité et de compétitivité fiscale sur la base de réformes structurelles. Une approche pour l'ensemble de la zone euro est nécessaire, dans un esprit de responsabilité et de solidarité.

Afin de sauvegarder un avenir prospère et durable, nous devons :

- insister sur la nécessité d'adopter une approche par étapes afin d'achever l'Union économique et monétaire (UEM) ;
- encourager davantage l'investissement privé et public pour combler le fossé de l'investissement ;
- poursuivre les négociations avec nos partenaires économiques vers des accords de libre-échange équilibrés qui respectent les normes de l'Union, afin de renforcer sa compétitivité et sa prospérité ;
- intégrer chaque marché dans le marché unique européen et mettre un terme à la fragmentation pour encourager la productivité ;
- poursuivre le travail afin d'éradiquer les déficiences fiscales internationales pour que toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, s'acquittent de leurs devoirs fiscaux ;
- améliorer la convergence sociale au sein de l'Union européenne en vue d'améliorer le niveau de vie de l'ensemble de l'Union ;
- investir dans la formation et les compétences de la jeunesse dans le cadre de nos efforts visant à diminuer les taux de chômage à travers l'Union ;
- inciter les États membres à soutenir ceux qui vivent dans la pauvreté et, dès que possible, à encourager leur réinsertion sur le marché du travail ;
- rendre le lieu de travail sûr et sain, afin que les gens se sentent valorisés et respectés, quel que soit leur âge, leur sexe et leur origine ethnique ;
- insister pour que les politiques fiscales des États membres respectent les règles du Pacte de stabilité et de croissance, qui est doté de la flexibilité nécessaire pour soutenir les réformes structurelles et l'investissement ;
- renforcer l'Union économique et monétaire afin de garantir sa flexibilité et sa résilience et pour soutenir la convergence économique au sein de la zone euro ;

- créer un véritable marché unique numérique ;
- faciliter la coopération entre les régions plus et moins développées, ainsi qu'entre les zones urbaines et rurales, et faciliter l'intégration de l'Union européenne.

3. Notre Union sûre

La sécurité est devenue la principale préoccupation de nos citoyens. L'Union européenne est confrontée à diverses menaces extraordinaires venues de l'est et du sud, tant au niveau mondial que de l'intérieur. Nous ne pourrions les contrer que si nous révisons profondément notre politique étrangère, de sécurité et de défense, en devenant un acteur fort et responsable de la scène internationale et en ajoutant un hard power au soft power pour lequel l'Union européenne est réputée.

Lutter contre le terrorisme et l'extrémisme islamique

Il faut combattre et éradiquer le terrorisme. La coopération et l'intégration européennes doivent être bien plus étroites dans l'échange d'informations par les services de renseignement et l'échange de bonnes pratiques, ainsi que dans l'action pour prévenir et contrer la radicalisation et le terrorisme. Nous devons harmoniser la législation antiterroriste. La coopération de la police et des services de renseignement dans le cadre de l'UE doit être renforcée, mais le problème doit être envisagé à la racine, lorsqu'il s'agit d'élever et d'éduquer les enfants. Il faut renforcer la lutte contre les idéologies qui inspirent le terrorisme djihadiste et qui créent au sein de nos pays des systèmes parallèles au sein desquels les valeurs fondamentales de la personne humaine et de nos démocraties libérales ne s'appliquent pas.

Renforcer la cybersécurité

La cybersécurité est un autre domaine qui revêt une importance stratégique et suscite de grandes préoccupations. Afin d'adopter une véritable approche paneuropéenne de la cybersécurité, une stratégie européenne commune doit être élaborée et mise en œuvre. Puisque c'est déjà le cas dans plusieurs États membres de l'Union européenne, l'approche doit également impliquer des échanges réguliers à un niveau politique élevé entre les organes de l'Union européenne et les États membres. Dans cet esprit, il est essentiel de mettre en place un cadre de gouvernance commun, axé sur des normes, des priorités, des exigences et des objectifs de cybersécurité harmonisés à travers les États membres de l'Union européenne. Une surveillance et des services de police efficaces sont nécessaires afin de garantir que la vie privée des citoyens n'est pas menacée. De plus, la lutte sans relâche contre la cybercriminalité dépend d'une coopération renforcée entre les autorités publiques et le secteur privé. Pour cette raison, nous devons investir dans l'innovation technologique dans un contexte mondial afin de renforcer nos efforts collectifs dans la lutte contre les menaces à la cybersécurité.

Une migration contrôlée

Le flux de réfugiés et de migrants économiques qui arrivent en Europe a mis en question notre capacité à faire face au niveau européen, national et local. Une approche européenne commune est dès lors nécessaire afin de gérer la migration à grande échelle. L'assistance et la protection doivent avant tout être concédées par l'Union européenne dans les pays en crise eux-mêmes et dans les régions voisines afin de limiter la migration irrégulière. Il incombe à l'Union européenne, conformément au droit international, de décider du nombre et de l'identité de ceux qui ont droit à une protection au sein de l'Europe à travers une politique d'asile commune. Au moment où l'Union européenne s'efforce de défendre ses valeurs universelles, la répartition de la charge des demandeurs d'asile et de leur coût sera une preuve indéniable de la pratique de la solidarité. Nous devons donc promouvoir l'accès légal à l'Europe à travers des programmes de relocalisation. L'intégration dans nos sociétés revêtira une importance centrale dans le maintien de la cohésion sociale. Par ailleurs, il est nécessaire de rapidement mettre en œuvre l'accord UE-Turquie et ses dispositions concernant le retour et la réadmission des migrants irréguliers.

Une politique commune sur le retour des immigrants irréguliers est nécessaire. Nous devons conclure des accords avec les pays d'origine des migrants, en les encourageant à coopérer au processus d'identification et de retour.

La part de l'Afrique dans la population mondiale devrait passer de 16,4 % en 2015 à 25 % en 2050, puis à 39 % en 2100. Le continent devrait donc être le plus grand contributeur à la croissance démographique mondiale future. Ces statistiques doivent être prises en compte lorsqu'il s'agit d'envisager le sujet complexe de la migration, notamment ses défis et ses opportunités. Nous devons envisager plus sérieusement les racines de la migration, aider à apporter la paix au voisinage méridional de l'Union européenne et encourager le développement économique en investissant dans l'emploi, la formation professionnelle et l'esprit d'entreprise des jeunes et des femmes d'Afrique, en particulier dans le secteur agricole. Nous devons également investir dans la bonne gouvernance et le renforcement de la démocratie en Afrique et mettre au point des plans avec les pays africains pour réduire la croissance démographique non durable et prévenir les conflits. Cela implique de nouer un partenariat étroit avec l'Afrique et de repenser en profondeur notre politique traditionnelle de développement. La priorité doit être accordée au financement d'investissements concrets et il faut faire en sorte d'attirer les capitaux privés lorsque c'est possible.

Le système Schengen doit être préservé, approfondi et élargi. L'espace Schengen doit pouvoir surveiller et protéger ses frontières extérieures. Des instruments de surveillance exclusivement européens sont nécessaires, ainsi qu'une politique commune d'asile et de migration visant à trouver un meilleur équilibre entre les obligations humanitaires, d'une part, et la capacité des États membres de l'Union européenne à intégrer les migrants, d'autre part. Parallèlement, les pays frontaliers de l'espace Schengen doivent bénéficier d'un soutien et d'une aide renforcés.

Une défense commune

L'Union européenne doit radicalement revoir sa défense et sa sécurité, en coordination avec l'OTAN et en coopération étroite avec ses alliés nord-américains. L'alliance atlantique demeure la pierre angulaire de la défense territoriale collective de l'Europe, parallèlement aux engagements de solidarité mutuelle entre les États membres de l'Union. Tous les États membres doivent redoubler d'efforts afin de relever les nouveaux défis de défense et de sécurité, en honorant les engagements budgétaires et en collaborant et en coopérant plus étroitement. Nous saluons l'engagement des membres de l'OTAN à consacrer 2 % de leur PIB à la défense et nous encourageons les États membres de l'UE à augmenter leurs futures dépenses de défense pour notre sécurité commune.

La politique de sécurité et de défense commune (PSDC) doit être basée sur une diplomatie convaincante, une base économique saine et des forces armées adaptées. En temps opportun, nous souhaitons voir émerger une Union européenne de la défense et de la sécurité qui mérite son nom, afin de garantir notre propre protection, sécurité et défense. Nous sommes convaincus que la sécurité et la défense de l'Union ne seront assez fortes pour déjouer les menaces actuelles que si nous sommes unis. Durant les années à venir, l'Union européenne et ses États membres doivent, d'un bloc, augmenter les dépenses de défense et mettre en commun et partager leurs capacités de défense. Cela améliorera également la stabilité de notre voisinage méditerranéen, qui est actuellement un terreau du terrorisme et de la migration non contrôlée. L'Union ne peut devenir véritablement régionale et mondiale sans revêtir une dimension militaire adaptée. Nous croyons que les États membres doivent davantage s'investir en faveur des dispositions de la PSDC, afin de garantir ses progrès soutenus, ainsi que ceux de l'Union européenne de la défense. Des synergies bien plus profondes dans la recherche, le développement et la fourniture d'outils militaires sont nécessaires. Nous saluons donc la mise en place du Fonds de défense de l'Union européenne. Les groupes de combat doivent enfin devenir opérationnels. Nous soutenons les propositions de quartiers généraux civils et militaires et d'instruments de coopération structurelle permanente pour les pays qui souhaitent progresser en coalition volontaire, afin de maintenir et d'améliorer leurs capacités militaires en renforçant leurs leadership, leur personnel et leur matériel, dans le cadre des traités. Le travail actuel dans le domaine de la sécurité et de la défense doit déboucher sur l'établissement de forces armées européennes.

Faire face à la menace russe

Bien que nous ne le souhaitons pas, nos tensions avec la Russie du Président Poutine pourraient durer longtemps. Nous réaffirmons notre détermination à soutenir les États membres en cas d'agression. La guerre de l'information fait partie intégrante de l'attaque russe sur l'Europe, une hostilité qui vise les démocraties libérales, la coopération transatlantique et notre projet européen lui-même. L'Union européenne doit mettre en place une stratégie efficace et détaillée afin de contrer la propagande et les campagnes de désinformation russes, d'allouer les ressources nécessaires et d'apporter une réponse européenne coordonnée. Alors que l'OTAN s'attachera à renforcer la défense et la dissuasion, l'Union européenne devra se focaliser sur le renforcement de la résilience face aux méthodes de guerre hybrides de la Russie. Cela va de l'amélioration de la défense contre

l'utilisation par la Russie de l'information comme arme à une meilleure cohésion sociale, en passant par le renforcement des capacités de cyberdéfense. Pour tout cela, une coopération étroite avec l'OTAN est essentielle. Avant tout, l'Union européenne, avec l'OTAN, doit continuer à défendre résolument des principes fondamentaux tels que l'inviolabilité des frontières et les droits des nations de choisir leur propre système politique et économique et leur appartenance à des organisations internationales. Cette fermeté doit aller de pair avec la proposition ouverte de dialogue et de coopération avec la Russie, conformément aux valeurs de notre culture européenne commune.

Assurer la stabilité et la paix dans la Méditerranée

La Méditerranée est la frontière méridionale de l'Union. Garantir la stabilité, la paix et le développement civil et économique dans cette région est une priorité pour l'Union.

Nous voulons faciliter le processus de paix en Libye, encourager le dialogue de tous ceux qui sont disposés à résister à l'EI/Daesh et forger une coalition autour du gouvernement légitime. Avec ce gouvernement légitime, nous devons coopérer afin de reconstruire l'État libyen et de contrôler le trafic illégal d'êtres humains qui a lieu dans la Méditerranée, en ramenant les immigrants illégaux potentiels à leur port de départ, conformément au droit international. La Libye doit signer les conventions de Genève et proposer aux migrants une protection totale de leurs droits humains. L'Union doit coopérer à l'élaboration de politiques effectives de reconstruction et de développement.

Renforcer la coopération avec les pays dans toute la région

Afin d'améliorer la sécurité au sein de l'Union et au-delà dans les années à venir, nous devons :

- répondre à l'afflux récent de réfugiés et de migrants avec une action stratégique cohérente ;
- remédier à la fragmentation actuelle de Schengen et mieux protéger nos frontières extérieures ;
- lutter contre l'extrémisme politique et religieux en Europe ;
- renforcer la résilience à la cyberguerre et préparer une réponse de l'Union européenne à la guerre hybride et à la cyberguerre ;
- renforcer et élargir les capacités opérationnelles du nouveau corps européen de gardes-frontières et de garde-côtes ;
- mettre un terme à la situation grave en Syrie et stabiliser les pays voisins ;
- renforcer la coopération de l'UE sur la sécurité et la défense extérieures ;
- soutenir la restauration d'un État libyen et œuvrer en faveur du respect des droits humains en Libye.

4. Notre Union en tant que leader régional et mondial

Nous devons améliorer et renforcer l'image de l'Union européenne sur la scène mondiale. Nous devons améliorer notre capacité à agir, à approfondir notre partenariat avec les États-Unis, à accorder une attention particulière aux voisinages oriental et méridional et à tendre la main à nos partenaires dans le monde. L'alliance, en particulier entre Europe et États-Unis, en incluant la Communauté atlantique, doit être renforcée et redéfinie sur un pied d'égalité. Nous avons besoin d'une véritable politique étrangère européenne dans laquelle les États membres parlent d'une seule voix et transmettent le même message. En ce qui concerne les matières stratégiques, nos États membres doivent améliorer leur coopération et agir de concert.

L'Union européenne est une union basée sur des valeurs et engagée en faveur de la paix dans le monde. C'est pourquoi elle mène la lutte contre le réchauffement planétaire, à travers ses propres résultats et son rôle dans les conférences mondiales sur le changement climatique. C'est également pour cela qu'elle est le plus grand bailleur de fonds dans le monde en aide au développement et humanitaire. En outre, elle accueille ceux qui cherchent une protection internationale en toute légalité et demeure opposée au protectionnisme commercial et en faveur d'un commerce libre et équitable basé sur des règles. Enfin, elle défend les droits de l'Homme, la démocratie et la liberté et demeure le principal partenaire de l'ONU et de ses organisations.

L'Union et ses États membres font partie du monde occidental mais sont ouverts au dialogue et à la coopération avec le reste du monde. Nous sommes intraitables sur la protection de nos valeurs, mais toujours disposés à trouver une solution négociée. Nous devons demeurer de fervents défenseurs des droits de l'Homme et de sociétés et économies ouvertes à travers le monde.

Stabiliser notre voisinage méridional

L'Union européenne et ses États membres doivent continuer à développer les capacités à renforcer la stabilité, à améliorer la prospérité et à soutenir l'État de droit dans le voisinage méridional. Cela suppose de redoubler d'efforts afin de tendre la main à nos voisins de l'autre côté de la Méditerranée à travers le commerce et la coopération. Cela implique également la conclusion d'accords de réadmission et de coopération avec les pays de transit. Par ailleurs, l'Union doit renforcer sa politique africaine, en coopération étroite avec l'Union africaine, afin de combattre le terrorisme et l'instabilité, de promouvoir le développement socio-économique, l'État de droit et la bonne gouvernance et de renforcer la société civile. Cette approche aidera également à prévenir une nouvelle crise migratoire. De plus, l'Europe doit nouer un partenariat à long terme avec des pays d'Afrique en croissance rapide.

Une attention particulière doit être accordée à la persécution grandissante des chrétiens et d'autres minorités religieuses dans le monde, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La protection de la liberté et de la religion nécessitera, à l'avenir, une approche plus sophistiquée et efficace de la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne et de ses États membres.

L'avenir de l'élargissement et le voisinage oriental

L'élargissement de l'UE a renforcé dans l'ensemble la stabilité de l'Europe, ainsi que sa démocratie et sa prospérité. Il demeure l'une des grandes réussites de l'intégration européenne. Il a également doté l'Union d'un poids et d'une importance bien plus grands dans les affaires mondiales.

Depuis quelques années, nous assumons une responsabilité spéciale dans la région des Balkans occidentaux. Seule l'intégration européenne peut garantir une protection sûre contre la résurgence de forces nationalistes de désintégration et de conflit. L'Union est capable de s'élargir si sa capacité à intégrer de nouveaux membres est prise en compte et si les pays candidats satisfont pleinement et sans équivoque aux conditions requises et aux critères politiques de Copenhague, tels que l'État de droit et le respect et la protection des droits de l'Homme et des minorités. Le soutien de l'UE à travers l'instrument d'aide de préadhésion (IAP) est important.

L'adhésion totale à l'Union n'est cependant pas la seule forme de partenariat. D'autres types de relations avec l'Union devront être envisagés. Quoi qu'il en soit, nous devons commencer dès à présent à construire un cercle de partenaires autour de l'Union pour les pays qui ne peuvent ou ne veulent pas devenir des membres de plein droit. Le potentiel de l'Espace économique européen n'est pas encore pleinement exploité.

Les programmes d'échange pour les citoyens sont des points de départ d'un apprentissage mutuel et de l'exploration des valeurs européennes. Ils enrichissent les citoyens et créent des liens au-delà des frontières. Il faut redoubler d'efforts pour soutenir la démocratie, renforcer l'État de droit, améliorer la coopération commerciale et économique et lutter contre la corruption dans les pays du partenariat oriental. Certains de ces pays ont une perspective européenne.

Afin de sauvegarder notre rôle dans le monde, nous devons :

- mettre en place différentes formes de coopération avec les pays voisins afin de créer un cercle de partenaires autour de l'Union ;
- devenir un acteur mondial ;
- renforcer le tissu diplomatique grâce à des capacités militaires et une volonté d'intervenir en complément de l'OTAN ;
- nouer des alliances plus fortes, tant au niveau régional que mondial ;
- investir dans des institutions internationales efficaces et encourager la création d'un siège et d'un vote de l'UE au sein des entités mondiales.

5. Une Union efficace et démocratique plus proche de ses citoyens

La demande généralisée d'une démocratie plus présente dans l'UE montre que de nombreux citoyens souhaitent ardemment être davantage impliqués dans la prise de décisions européenne.

Concernant les compétences de l'Union européenne, le Parlement européen directement élu, le Conseil de l'Union européenne, avec ses gouvernements élus, ainsi que la Commission européenne — élue, approuvée et nommée par le Parlement européen et les États membres, à travers le Conseil européen — sont pleinement et démocratiquement légitimes. Nous voulons également que notre population connaisse mieux le fonctionnement de nos institutions et leurs avantages et nous soutenons les efforts visant à faire grandir la conscience d'une citoyenneté européenne commune.

Cette réalité doit être renforcée en améliorant la transparence et l'implication au niveau des régions et des communautés locales, qui sont représentées par le Comité européen des régions. Les moyens de communication modernes doivent être davantage utilisés pour élargir l'espace d'interaction.

Une subsidiarité et une solidarité renforcées

Les institutions doivent évoluer en s'adaptant et en adoptant un mécanisme révisé, en les rendant moins bureaucratiques et en respectant les équilibres qui gouvernent le fonctionnement de l'Union et les principes de subsidiarité et de solidarité qui sont les gardiens des traités. Les parlements nationaux doivent à présent être renforcés, en contrôlant la mise en œuvre du principe de subsidiarité et les gouvernements nationaux qui sont membres du Conseil. Les décisions de l'UE sont contraignantes. Ce qui a été décidé au niveau européen doit être mis en œuvre par chaque État membre. Dans le même temps, la Commission doit accorder davantage d'attention à la mise en œuvre du droit européen dans les États membres avant de formuler de nouvelles propositions. Le Conseil et le Parlement européens doivent soutenir et contrôler la Commission européenne vers cet objectif, de manière transparente. Pour mener ces tâches à bien, nous sommes convaincus que l'Union et les États membres doivent travailler dans un respect mutuel total, conformément au principe de coopération sincère et loyale. La Commission joue un rôle politique et doit être la gardienne respectée des traités. Le Conseil européen doit définir la direction politique générale et les priorités de l'Union et s'y tenir.

L'Union et la zone euro peuvent continuer à se développer au sein du cadre des traités actuels. La coopération entre le niveau européen et national doit être plus étroite. Cependant, la transparence doit également être renforcée afin que les citoyens puissent comprendre quelle institution est responsable, et à quel niveau.

Les dirigeants nationaux ont un rôle clé à jouer afin de reconnecter l'Union européenne avec le public. Les membres de la Commission européenne et du Parlement européen doivent participer davantage aux débats parlementaires nationaux sur les questions de l'Union européenne. Les institutions de l'UE doivent également systématiquement associer les autorités régionales et municipales, auxquelles les citoyens font dans l'ensemble davantage confiance.

Réforme institutionnelle

Nous considérons la méthode communautaire comme la méthode de travail de base de l'UE, car elle a démontré sa valeur démocratique, sa transparence et son efficacité.

Nous devons renforcer le Parlement européen et les parlements nationaux à leurs niveaux respectifs. De plus, la coopération entre le Parlement européen et les parlements nationaux doit être améliorée.

Nous voulons que le Parlement européen soit un gardien de la démocratie. Pour ce faire, il doit renforcer sa capacité à contraindre la Commission à prendre des initiatives législatives et à la mettre face à ses responsabilités. Les voies légales des commissions d'enquête parlementaires européennes doivent être renforcées là où les intérêts des citoyens sont concernés. Le Spitzenkandidatenprozess améliore les résultats des élections du Parlement européen et renforce la volonté des votants. Nous soutenons le cadre institutionnel unique et existant de l'UE. La coopération parlementaire pour la zone euro doit être instaurée au sein du Parlement européen, en y préparant toutes les décisions liées à l'Union économique et monétaire.

Les citoyens ont le droit de comprendre les responsabilités et les compétences des institutions de l'Union européenne. Il faut donc établir plus clairement, au sein du cadre du traité, que le Parlement européen et le Conseil des ministres sont un système bicaméral en matière législative. Les méthodes de travail du Conseil des ministres doivent gagner en transparence et être mieux comprises des citoyens. Les configurations spécialisées du Conseil devraient devenir des sous-comités du Conseil, qui se réunissent en séances publiques et ont un législateur ordinaire. Les statuts du Conseil doivent être ajustés en conséquence. L'UE doit devenir une démocratie parlementaire totale.

Notre objectif est de parvenir à un accord et améliorer l'Union dans les dix années à venir.

Le leadership et une vision claire

Ces dernières années, nous avons assisté à une montée généralisée des partis d'extrême gauche et droite à travers le monde occidental. Les populistes utilisent les crises et les incertitudes pour alimenter la suspicion et l'hostilité. Leurs réponses simplistes ne résoudront pas les questions et les problèmes complexes d'aujourd'hui. Le populisme est aux antipodes du progrès, de la démocratie et de l'économie sociale de marché. Le populisme, le nationalisme et l'anti-européanisme sont incompatibles avec une Union européenne forte et efficace capable de relever les défis de demain. Dans le cadre de la mondialisation, nous ne pouvons être souverains que si nous mettons notre souveraineté en commun. Chacun de nos États pris séparément pourrait rapidement devenir la marionnette d'une puissance politique et économique étrangère. Nous, et non les soit-disant nationalistes, défendons les souverainetés, l'identité et la culture de nos citoyens. Le défi consiste à préserver nos sociétés ouvertes tout en proposant une meilleure protection contre la migration illégale, le terrorisme et des inégalités grandissantes au sein de nos sociétés, ainsi que contre l'instabilité financière et économique, l'évasion fiscale et la fraude internationale. Nous devons être la force politique qui apportera les réponses aux

préoccupations de nos citoyens. C'est le seul moyen de lutter contre la peur et l'insécurité. Nous devons trouver un nouvel équilibre entre la liberté, la sécurité et l'équité. En tant que parti politique européen, nous montrerons l'exemple à nos citoyens, en les incluant dans le projet européen et en communiquant davantage, et plus clairement, avec eux. Ce n'est qu'à travers un processus qui implique un échange constant et en cueillant les fruits de nos politiques, que nous pourrons expliquer notre vision, nos objectifs et nos actions, et au final être davantage soutenus.

Afin de rapprocher notre Union des citoyens, nous devons :

- améliorer la coordination et le dialogue entre les Européens et les institutions démocratiques nationales ;
- renforcer la concurrence et les débats politiques au niveau de l'UE ;
- renforcer les partis et les groupes politiques européens ;
- promouvoir le Spitzenkandidatenprozess dans le discours public ;
- rendre les élections européennes moins nationales et plus européennes ;
- répondre aux préoccupations des citoyens et à leur manque de confiance dans la classe politique ;
- expliquer et promouvoir les avantages du projet européen pour les citoyens ;
- encourager une identité et un sentiment d'appartenance européens ;

Un avenir pour les jeunes

Nous devons mobiliser tous les moyens disponibles pour expliquer à nos citoyens, en particulier à la jeune génération, la valeur ajoutée de la citoyenneté européenne et de l'appartenance à l'Union européenne. Les jeunes sont l'avenir de notre Union. Nous voulons qu'ils envisagent l'avenir avec espoir et confiance. Nous croyons en la capacité des jeunes Européens à créer, à se développer et à prospérer. La génération la mieux formée au monde mérite davantage d'attention et peut être plus performante. C'est en travaillant assidûment, en s'impliquant socialement et en prenant ses responsabilités politiques que la jeunesse européenne pourra renforcer notre Union. Nous sommes la force politique qui invite les jeunes à participer à la prise de décisions ; dès lors, nous soutenons les propositions des jeunes Européens des quatre coins de l'Europe. Pour ce faire, un système éducatif interne commun devra être instauré et les résultats suivants devront être obtenus : une pleine reconnaissance des qualifications à travers l'Europe ; un cadre européen pour les normes d'éducation ; une plus grande coopération dans la recherche et une plus grande mobilité des étudiants et des professeurs au-delà des programmes de mobilité existants ; et, finalement, un diplôme universel dotant les étudiants d'une liberté de circulation totale au sein de l'Union européenne. Nous promovons également le lancement des corps de solidarité de l'UE, un cadre européen de solidarité qui dotera les jeunes d'une expérience de qualité dans le bénévolat et dans leur profession.

La formation professionnelle doit contribuer à combler le fossé entre la formation et l'éducation concernant les qualifications et les compétences exigées par le marché et par la société : à travers l'accès à la mobilité, la reconnaissance des qualifications et des normes plus élevées. Pour tous les jeunes, le développement de la créativité et de la pen-

sée critique sera crucial. Le chômage des jeunes doit être considéré comme un phénomène distinct, en tenant compte de l'importance que le développement des compétences numériques acquiert déjà et continuera d'acquérir dans un avenir proche.

Notre Union européenne est l'union de ses citoyens, de ses régions et de ses nations. Elle est construite sur le patrimoine de nos diverses nations, cultures, croyances et convictions, et y est attachée. Notre Europe est enrichie de nos nations et nos nations s'épanouissent au sein d'une communauté d'autres nations européennes. C'est une Europe basée sur la subsidiarité et la solidarité.

Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons relever les défis mondiaux et retrouver la souveraineté de nos nations et de nos citoyens.

Nous devons ensemble défendre les valeurs et les intérêts européens.

Unie dans la diversité: notre vision commune.

Rue du Commerce 10
1000 Brussels
T +32-2-2854140
E connect@epp.eu

**If you have any question
you would like to ask
please contact us.**

The publication of this document received financial support from the European Parliament.

Sole liability rests with the author and the European Parliament is not responsible for any information contained therein.